

Mars 2019

La Suisse a-t-elle besoin de grandes banques?

Les banques en comparaison internationale

Document de réflexion de l'ASB



La Suisse a-t-elle besoin de grandes banques?

La crise financière mondiale, il y a dix ans, fut riche d'enseignements. Dans son sillage, les banques ont accru leurs dotations en fonds propres et amélioré leur gestion des risques. De nombreuses mesures ont été prises par ailleurs afin que les établissements en difficulté ne constituent plus un risque pour les contribuables. Pourtant, si toutes les places financières poursuivaient à l'époque le même objectif, nous observons aujourd'hui des évolutions très divergentes. Les grandes banques américaines et chinoises se sont fortement développées au cours de la dernière décennie, alors que la taille de leurs homologues européennes n'a fait que diminuer. Au plan économique, il en résulte un écart croissant en termes de rentabilité, mais aussi d'exhaustivité de l'offre de prestations à l'échelle nationale.

L'essentiel à retenir

- En dépit des mesures prises à l'échelon international pour prévenir une nouvelle crise financière, l'écart se creuse entre les grandes banques américaines et européennes, en termes de taille comme de rentabilité.
- Cela s'explique par la rapidité avec laquelle les banques américaines ont réglé les situations héritées du passé, ce qui a accéléré leur consolidation, ainsi que par l'enlèvement de l'Union bancaire européenne.
- En Europe, l'approche sécuritaire cantonnée aux frontières nationales entrave la mise en œuvre de modèles d'affaires internationaux par les banques.
- Un système financier fragmenté est particulièrement handicapant pour les pays dépourvus de banques internationales:
 - La diversification internationale se complique pour les banques locales. Les risques de financement sont plus difficiles à absorber.
 - L'abandon de certaines activités restreint les perspectives bénéficiaires et par là même la constitution de fonds propres.
 - L'évolution du secteur bancaire dépend de la conjoncture nationale.
 - A défaut d'Investment Banking dans le pays, les grandes entreprises désireuses d'accéder aux marchés internationaux des capitaux sont entièrement dépendantes de l'étranger. Cela peut entraîner une dégradation des conditions et, en cas de crise, un risque de financement.
- Les coûts occultes inhérents à la réduction de la taille des banques doivent être pris en compte dans les projets réglementaires.
- Les grandes banques suisses sont moins grandes qu'il y a dix ans et se sont réorientées. Elles sont bien capitalisées et satisfont aux exigences en matière de TBTF.
- Une croissance contrôlée leur permet de jouer leur rôle économique et de contribuer au rayonnement international de la place financière suisse.

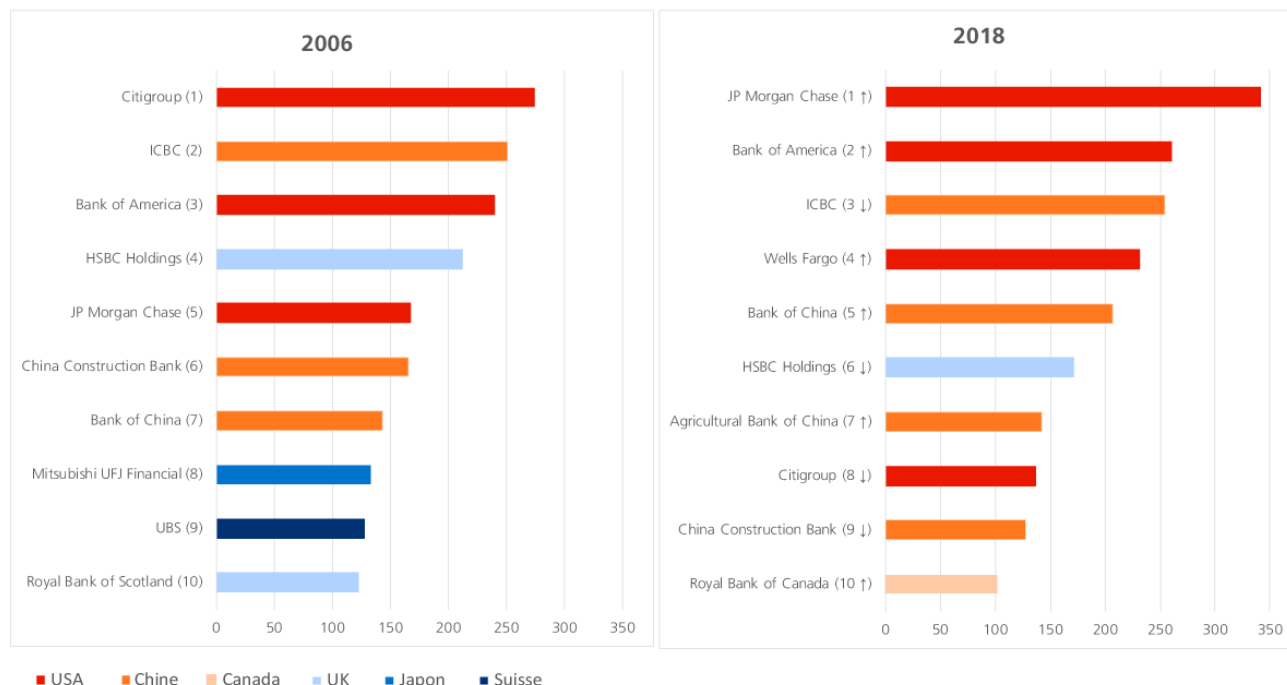
La crise financière a révélé que les grands établissements financiers mondialement intégrés rece-laient des risques importants pour les économies nationales: en cas de défaillance de leur part, il devient impossible de maintenir certaines activités indispensables au bon fonctionnement de l'économie, comme par exemple les opérations de crédit ou le trafic des paiements. Ces banques sont dites *Too big to fail* (TBTF) et, au besoin, l'Etat vient à leur secours.

Au lendemain de la crise financière et dans un souci de protection, les milieux politiques suisses ont donc exigé une nette réduction des bilans des banques, ce qui fut fait. Mais de nombreux commentateurs actuels voient là une marque de faiblesse. On a même parlé récemment dans la presse d'un «Marignan des banques suisses» – un phénomène qui affecte bien davantage en-core certaines banques européennes, ce qui n'a rien de réconfortant.

Compte tenu des efforts de la Suisse pour atténuer les risques en matière de TBTF, il est préoc-cupant de constater que la capitalisation boursière, en premier lieu celle des banques améri-caines, a augmenté comme si la crise n'avait jamais existé. Les banques chinoises se sont elles aussi fortement développées dans le sillage de la relance économique. En termes de capitalisa-tion boursière (voir graphique) ou de total des bilans, les banques européennes ont ainsi été glo-balement distancées.

La capitalisation boursière des dix plus grandes banques, par région, 2006 et 2018

Par rapport à la période antérieure à la crise financière, la capitalisation boursière des banques américaines et chinoises a augmenté, alors que celle des banques européennes et japonaises a baissé (en milliards d'USD).



Sources: DBResearch.de, Macrotrends.net, Reuters.com
© Association suisse des banquiers (ASB) 2019

Pourquoi ces évolutions contrastées

Avec le soutien du gouvernement, les banques américaines ont réglé rapidement et de manière radicale les situations héritées du passé dans leurs bilans, ce qui explique largement l'écart croissant entre l'Europe et les Etats-Unis en termes de capitalisation boursière. Il en est résulté une consolidation d'autant plus rapide et des établissements de plus en plus grands, bien préparés pour affronter l'avenir.

La suite de l'histoire, nous la connaissons: alors que les Américains se mettaient au travail, les Européens en étaient encore à s'interroger sur les responsabilités. Pendant la récession consécutive à la crise financière, de nombreux Etats membres de l'UE n'ont eu ni l'énergie, ni la volonté de prendre les mesures douloureuses qui s'imposaient et de dissocier les établissements financiers de l'Etat. La phase persistante de taux bas qui s'en est suivie a fait son œuvre et les banques européennes, enracinées dans les opérations de crédit, n'ont pas trouvé un terrain propice à leur rétablissement.

De l'avis quasi-unanime des experts, l'Europe est aujourd'hui «overbanked». Et si la crise financière n'est pas parvenue à restructurer le paysage bancaire, les modèles d'affaires numériques pourraient bien s'en charger.

L'Union bancaire européenne au point mort

Certes, les établissements financiers ont presque tous passé avec succès le dernier **test de résistance de la Banque centrale européenne (BCE)**. Beaucoup sont pourtant loin d'afficher une solide rentabilité et un développement dynamique, quelques-uns se trouvent dans une situation précaire.

C'est sans doute la raison décisive du coup d'arrêt donné à la mise en place de l'Union bancaire européenne, laquelle assurerait une centralisation de la surveillance des banques et des décisions en cas de défaillance. Un tel projet, construit autour de banques friables, ne peut pas inspirer confiance. Pour autant, exclure ces banques serait stigmatisant pour elles et les mettrait encore davantage sous pression. Quoi qu'il en soit, une union bancaire est indispensable pour que se développent de grandes banques paneuropéennes.

La fragmentation du système financier

On en reste pour l'heure à un système financier où les Etats protègent leurs contribuables par une forme de sanctuarisation, mais favorisent de ce fait la fragmentation. Les banques internationales ne peuvent plus détenir leurs capitaux là où ils sont susceptibles d'être le plus productifs. Cela entrave la compensation des risques à l'échelon international. La stabilité n'est plus le fruit d'une répartition des risques, mais d'une réduction des risques (*deleveraging*) au sein des banques, laquelle a conduit après la crise financière à des pénuries de crédit dans de nombreux pays.

Absence de consolidation malgré des problèmes de rentabilité, approche sécuritaire cantonnée aux frontières nationales: ces deux facteurs combinés limitent les perspectives de développement pour les banques européennes. Or l'Europe a besoin de grandes banques pour affronter la concurrence accrue venue d'outre-Atlantique, mais aussi des non-banques qui, grâce à des modèles d'affaires numériques, peuvent sortir indemnes des crises.

Compétitivité et stabilité

La diversification est plus facile pour les grandes banques d'envergure internationale, qui ont ainsi moins de mal à absorber les risques de financement. L'exemple des Etats-Unis montre que cela peut avoir des effets positifs en termes de rentabilité et de constitution organique de capitaux.

Le Fonds monétaire international (FMI) s'inquiète du manque de rentabilité au sein du secteur bancaire européen, lequel reste en attente d'une bouffée d'oxygène. Dans les banques à vocation nationale, la marche des affaires est donc étroitement liée à l'évolution économique globale. C'est ainsi que les problèmes de croissance de certains pays européens se sont déjà concrétisés sous forme de risque pour les banques d'affaires.

Mais les écarts de développement en termes de taille risquent aussi de compromettre les efforts de la Suisse pour une meilleure stabilité. Les établissements américains, de plus en plus importants, sont en mesure d'influer sur le système financier mondial.

Certes, la réglementation en Suisse vise à atténuer les chocs. Mais les écarts de taille et de rentabilité entre les banques suisses et américaines indiquent aussi qu'elles ne sont pas à armes égales. Cela pèse sur la compétitivité relative de notre pays. Aussi est-il important, dans la perspective d'une bonne politique réglementaire, que les coûts induits soient intégrés dans le processus décisionnel.

La dépendance à l'égard de l'étranger, un risque pour l'économie

Un pays dépourvu de grandes banques nationales spécialisées dans l'Investment Banking s'expose à d'autres risques encore. En effet, les grandes entreprises désireuses d'accéder aux marchés internationaux des capitaux sont alors entièrement dépendantes de l'étranger. Dès lors que l'industrie suisse est tributaire de quelques banques américaines pour l'apport de capitaux frais, opérer des fusions et se procurer d'autres prestations importantes d'intermédiation, les risques sont multiples.

D'une part, cette concentration du marché peut se traduire par des comportements oligopolistiques. D'autre part, en cas de crise, les bailleurs de fonds internationaux se replient généralement sur leurs marchés nationaux respectifs et ralentissent ainsi les flux de capitaux internationaux ainsi la circulation transfrontalière des capitaux. A défaut de prestataires nationaux capables de prendre le relais des banques américaines, l'économie nationale s'expose à un risque de financement.

La Suisse se démarque

Les grandes banques suisses, elles aussi, ont réduit leur taille et se sont réorientées. Elles jouent par exemple dans le peloton de tête en matière de gestion de fortune internationale. Elles se distinguent par une forte capitalisation et satisfont aux exigences en matière de TBTF. Une croissance contrôlée sur une base saine, c'est important pour elles, mais c'est important aussi pour l'économie dans son ensemble, à laquelle elles apportent une contribution importante par le rôle qu'elles jouent dans les affaires internationales.

Le rayonnement international de la place financière suisse, à cet égard, est primordial. Car une chose est sûre: pour être une place financière internationale, la Suisse a besoin de banques internationales, synonymes d'emploi et de capacité d'influence.

Cette thématique vous intéresse et vous souhaitez vous exprimer à ce sujet? Nos experts se réjouissent de connaître vos réflexions et se tiennent volontiers à votre disposition pour en discuter.

Auteur

Dr Martin Hess, Responsable Politique économique, Association suisse des banquiers (ASB)

+41 61 295 92 50 | martin.hess@sba.ch

Contact Médias

Michaela Reimann, Responsable Public & Media Relations, ASB

+41 61 295 92 55 | michaela.reimann@sba.ch

Serge Steiner, Responsable Public & Media Relations, ASB

+41 61 295 93 95 | serge.steiner@sba.ch

www.swissbanking.org | twitter.com/SwissBankingSBA

Disclaimer

La série «Documents de réflexion» de l'ASB regroupe des contributions sur les tendances et évolutions actuelles dans les domaines politique, bancaire et social. Les auteur(e)s y formulent des analyses et des commentaires qui leur sont propres et ne reflètent pas la position de l'ASB.